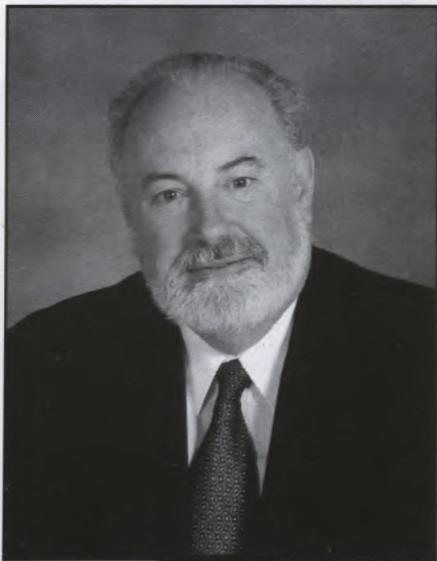


Le World Trade Centre fait partie d'un réseau de 320 World Trade Centres à travers le monde et offre à ses membres un large éventail de produits et services. Il met à leur disposition un système de recherche pour démarrer des études de marché et obtenir de l'information sur les produits et fournisseurs québécois et canadiens, de même que de l'information sur les produits et fournisseurs des pays et villes où les World Trade Centres sont implantés.

De plus, le réseau international de l'inforoute, propre au World Trade Centre et connu sous le nom de *NETWORK*, de même que son système Internet, permettent un véritable accès au marché international aux membres qui désirent vendre ou acheter des produits et services via l'autoroute électronique.



M. RÉGIS VIGNEAU
*Secrétaire et
 vice-président,
 affaires institutionnelles*



Dans le cadre de Montréal International, quelles sont les priorités de votre mandat?

Notre priorité est de développer des stratégies, de mettre en place des moyens qui nous permettront de convaincre de nouvelles organisations internationales et de nouveaux

secrétariats internationaux de venir s'établir à Montréal, ou de convaincre des organisations qui existent déjà de quitter le lieu où elles sont actuellement pour venir à Montréal.

Actuellement, Montréal est le lieu d'accueil de 53 organismes internationaux. Qu'est-ce qui explique les raisons de ce succès?

La présence de l'**Organisation de l'aviation civile internationale** (OACI) - présente à Montréal depuis déjà plus de 50 ans - l'une des grandes agences onusiennes - a puissamment contribué à la reconnaissance de Montréal comme ville internationale. L'IATA, l'**Organisation internationale des transporteurs aériens**, a suivi aussitôt et on assiste depuis quelque temps à un renforcement du rôle de Montréal au sein de l'IATA. De 1996 à 1999, l'IATA va créer environ 150 nouveaux emplois à Montréal.

La raison majeure de ce succès est, je crois, le coût de la vie à Montréal, nettement inférieur à celui de Paris, Bonn, Genève ou Vienne, alors que les services que nous offrons sont au moins comparables et, dans bien des cas, supérieurs à ce que ces organismes peuvent trouver à l'extérieur. Il y a aussi une nette volonté du gouvernement québécois et du gouvernement fédéral d'appuyer Montréal lorsque la ville dépose sa candidature. Il y a, bien sûr, un appui très ferme de la part de la Ville de Montréal pour voir se développer chez nous une zone d'accueil d'organisations internationales. Et, très souvent, le succès attire le succès. Nous sommes en mesure d'offrir des conditions d'accueil qui sont, au minimum, similaires en termes de privilèges et immunités à ce que les autres grandes villes du monde offrent à ces organisations.

Nous avons ainsi réussi à attirer ici le **Secrétariat de la convention sur la diversité biologique**, alors que nous étions en étroite concurrence avec Genève et Madrid ainsi que la **Commission nord-américaine de coopération environnementale**, qui est venue accroître le pôle environ-

nemental de Montréal, commencé en quelque sorte avec le **Secrétariat du protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone et l'élimination des CFC** adopté il y a 10 ans sur la protection de la couche d'ozone.

L'établissement ici de ce Secrétariat a contribué de façon importante à la renommée de Montréal en matière environnementale, puisqu'il a contribué à ce que nous soyons choisis pour accueillir le **Secrétariat de la convention sur la diversité biologique** et la convention de la **Commission de nord-américaine de coopération environnementale**. Montréal est à présent un pôle international en matière d'environnement.

Autre retombée directe: le gouvernement du Canada a invité, pour célébrer le 10e anniversaire du protocole sur la protection de la couche d'ozone, les ministres de l'environnement de tous les pays signataires, ce qui représente plus de 160 pays. Plus de 160 ministres vont donc se retrouver à Montréal au mois de septembre dans le cadre d'un congrès qui attirera environ 1 000 personnes. Cela représente des retombées économiques tout à fait intéressantes, et permet de plus d'avoir un contact très étroit avec les ministres de l'environnement des différents pays.

Ce contact nous sera très utile dans le cadre de notre candidature pour l'établissement à Montréal du **Secrétariat de la Convention pour la lutte contre la désertification et la sécheresse**, pour lequel nous sommes en concurrence avec Bonn en Allemagne et Murcia en Espagne.

Qu'est-ce que Montréal fait pour non seulement attirer, mais aussi maintenir ici les organisations qui sont présentes?

De nombreux gestes ont été posés dans ce secteur. Ce n'est certainement pas l'effet du hasard si l'OACI est maintenant logée dans un magnifique édifice neuf, au coin des rues Université et Saint-Antoine.